

Nouveaux Cahiers du socialisme

Relancer le mouvement syndical

Sam Gindin

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 16, automne 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/82667ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gindin, S. (2016). Relancer le mouvement syndical. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (16), 212–221.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2016

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Relancer le mouvement syndical¹

SAM GINDIN²

Au cours des trente dernières années, un changement stupéfiant s'est produit dans les sociétés capitalistes. Les gains autrefois perçus comme de grandes réussites du capitalisme, comme l'amélioration des conditions de vie et de la sécurité économique de la classe des travailleurs et des travailleuses, sont devenus des « problèmes ». Les reculs, les concessions et l'insécurité permanente sont devenus la norme tandis que l'augmentation des inégalités apparaît inéluctable.

Ce changement qu'on appelle généralement le néolibéralisme est en fait un capitalisme qui ne rencontre plus de réelle résistance de la part des travailleurs et des travailleuses. En effet, malgré des luttes importantes, la réponse du mouvement syndical a été et demeure parcellaire, timide et étroite. C'est de cet échec global dont je veux traiter, non pas pour suggérer qu'il faut désertier les syndicats, mais plutôt dans la perspective d'exiger plus de ces institutions cruciales.

Le mouvement syndical n'en est pas à sa première tempête. Il traversait aussi une période difficile lors de la Crise des années 1930. Il s'est alors converti, passant d'un syndicalisme de métier à un syndicalisme industriel. Ce renouveau syndical a entraîné des stratégies radicalement différentes et victorieuses. Aujourd'hui, le mouvement syndical est encore une fois en crise, mais aucune solution claire ne se profile à l'horizon. Lorsque l'on croit soutenir le mouvement syndical en demeurant silencieux, même en voulant le protéger des attaques dont il est l'objet, on ne l'aide pas, car pour renouveler le mouvement syndical, il faut prendre la pleine mesure du borbier dans lequel il se trouve.

Fabriquer des humains

Les capitalistes entretiennent une relation contradictoire avec la classe des travailleurs et des travailleuses. Ils en ont besoin pour accumuler des profits, mais lorsqu'ils les réunissent dans un même lieu de travail, ils ouvrent la porte à l'organisation, à la solidarité et à la résistance. Un paradoxe similaire caractérise la relation des capitalistes à l'État : bien qu'ils tiennent des discours s'opposant aux interventions gouvernementales, les capitalistes ont besoin d'un État fort,

1 Résumé et traduction par Pierre Beaudet et Thomas Chiasson-LeBel de : Sam Gindin, « Global issues, bringing class back in », *Socialist Project*, 2015.

2 Sam Gindin a été pendant plusieurs années directeur de la recherche pour les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA). Il est maintenant retraité après avoir enseigné à l'Université York.

notamment pour protéger la propriété privée et gérer les marchés. Par ailleurs, par crainte que les travailleurs et les travailleuses n'utilisent leur pouvoir électoral pour contrôler l'État, les capitalistes cherchent à en restreindre le champ d'action.

Par-dessus tout, les capitalistes craignent que les travailleurs ne remettent en question le capitalisme lui-même. Un technocrate qui travaillait au département de sociologie de Ford disait ainsi : « L'entreprise de M. Ford fabrique avant tout des hommes, mais elle construit accessoirement des automobiles afin de couvrir ses dépenses »³. La fabrication de femmes et d'hommes formatés pour assouvir les besoins souvent inhumains du capitalisme a été essentielle à la construction du capitalisme, et elle l'est encore aujourd'hui.

Les méthodes de Ford impliquaient autant la répression que l'intégration idéologique, mais tout cela avait des limites. La répression était trop féroce et l'idéologie trop contradictoire pour que les travailleurs ne se rendent pas compte des fausses promesses du capitalisme. Ford a ainsi dû augmenter les salaires pour retenir les travailleurs qui, autrement, auraient quitté leur emploi. Un taux de roulement de 400 %, contrairement au taux habituel de 4 %, affectait l'entreprise. Par cette forme de résistance individuelle, les travailleurs généraient dans l'entreprise des problèmes liés à la rétention et à la formation du personnel. Or cette « générosité » n'a pas duré : la compétition, étouffant les profits, a rappelé Ford à l'ordre.

La General Motors (GM) a fait face à des difficultés similaires, mais plutôt que la résistance individuelle, c'est l'opposition des syndicats, dont celle des Travailleurs unis de l'automobile (*United Auto Workers* – UAW), qui causait le plus de maux de tête aux patrons. La GM a donc produit des films destinés à ses employés afin de transformer leur pouvoir d'action collective en un simple pouvoir passif et individuel de consommateur.

La crise économique a nui à cette stratégie, car elle freinait la consommation. Elle sera néanmoins reprise au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, les patrons mettant l'accent sur la productivité et la coopération entre le travail et le capital. Il s'agissait d'accroître la part de la richesse pour augmenter la grandeur absolue de chacune des pointes.

Les entreprises et l'État ont fait alliance pour combattre la gauche, il fallait démontrer que le capitalisme pouvait permettre aux travailleurs et aux travailleuses d'atteindre un haut niveau de bien-être matériel et de sécurité économique. Malgré la répression, notamment de la gauche radicale avec le maccarthysme, les travailleurs et les travailleuses ont fait, pendant les années 1950 et 1960, des gains économiques notoires.

À la fin des années 1960 cependant, au moment de l'essoufflement du capitalisme d'après-guerre, les capitalistes ne parvenaient plus à acheter la paix des

3 Révérend S. Marquis, directeur du département Ford de sociologie, cité par Wayn Lewchuk, « Men and monotony: fraternalism and managerial strategy at the Ford Motor Company », *The Journal of Economic History*, vol. 53, n° 4, décembre 1993.

militants et des militantes tout en maintenant leurs profits. C'est ainsi qu'après une décennie d'insécurité, d'essais et d'erreurs, les États capitalistes ont donné un coup de barre à l'aide des politiques qualifiées aujourd'hui de néolibérales. La vulnérabilité des travailleurs et des travailleuses à ces nouvelles attaques tient en bonne partie à l'affaiblissement de la gauche radicale au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, mais elle est aussi paradoxalement le résultat des succès du syndicalisme. Les gains de l'après-guerre dépendaient essentiellement des capacités des directions syndicales de négocier périodiquement des conventions collectives et de défendre des griefs. Ils dépendaient beaucoup moins de leurs capacités d'organisation et de mobilisation que durant les périodes précédentes. Les syndicats n'étaient pas à même de résister victorieusement aux attaques auxquelles le mouvement était dorénavant confronté.

Déconstruire la classe

Le mouvement syndical canadien a néanmoins livré de bonnes batailles. En octobre 1976, une grève générale est intervenue contre les nouvelles mesures de contrôle de la négociation collective. C'était la première à avoir lieu au Canada depuis 1919. Au cours des années 1980, le mouvement syndical a mené une immense campagne de mobilisation et d'éducation politique contre le libre-échange conjointement avec ses partenaires des États-Unis. Au milieu des années 1990, un mouvement de grèves rotatives contre le virage néolibéral en Ontario a duré plus de deux ans et demi. À son point culminant, il a rassemblé près de 250 000 manifestants et manifestantes à Toronto, forçant la fermeture du centre-ville. Pourtant, une question décisive demeure : si le mouvement syndical canadien a mobilisé ses membres, construit des alliances avec d'autres mouvements sociaux et innové dans ses tactiques, pourquoi a-t-il perdu ? Pour répondre correctement à cette question, il faut d'abord mesurer l'ampleur de ce qu'il affrontait.

Avant les années 1970, les crises économiques donnaient lieu à des mouvements protectionnistes et de contrôle des capitaux qui ralentissaient momentanément le processus de construction du capitalisme global. Contre ce protectionnisme, le néolibéralisme a permis la convergence internationale des classes capitalistes, surmontant, jusqu'à un certain point, leurs divisions. Il y avait donc une lutte de classes, mais comme le disait alors le président des UAW, sa particularité était qu'une seule classe, celle des patrons, livrait bataille.

La question des classes exige ici un peu plus d'attention. Les travailleurs et les travailleuses peuvent être considérés globalement comme formant une classe par la position qu'ils occupent dans la société, mais cela ne veut pas dire qu'ils s'y identifient et agissent en conséquence. En réalité, le capitalisme déploie de puissantes forces qui isolent les travailleurs et les travailleuses plutôt que de favoriser les liens de classe. Ceux-là ne sont pas uniquement divisés par leur lieu de travail, mais aussi par d'autres caractéristiques (leur genre, leur origine ethnique, leur orientation sexuelle, etc.). Ils sont aussi segmentés par des

mécanismes de stratification relatifs au niveau de revenu et à la permanence (ou non) de leur emploi (temps plein ou partiel, employés, chômeurs ou assistés sociaux). En dérégulant le marché du travail – par l'érosion des normes minimales, l'imposition des pratiques du secteur privé dans le secteur public, la désyndicalisation –, le néolibéralisme renforce les inégalités au sein même de la classe des travailleurs et des travailleuses et cause ainsi sa fragmentation.

Puisqu'ils dépendent de leur employeur pour leur travail et leur salaire, il n'est pas surprenant que les travailleurs et les travailleuses voient leurs patrons comme les détenteurs du savoir scientifique et économique, qui ont la capacité d'organiser le travail afin de produire des biens et services pour le marché. L'insistance néolibérale sur la compétitivité associe chaque travailleur au succès de « son » employeur et le désolidarise de ses collègues. L'accroissement de la compétition renforce également une asymétrie importante du capitalisme : lorsque des entreprises font faillite, elles permettent une plus grande concentration du capital au sein d'entreprises plus fortes. La compétition a ainsi pour effet de renforcer la classe capitaliste. Par contre, la compétition entre travailleuses et travailleurs émousse leur principale arme dans la lutte de classe : la solidarité.

Les restrictions salariales du néolibéralisme influencent également la forme que prend l'accès à la consommation. La consommation des salarié-es syndiqués dépend de moins en moins des salaires et avantages sociaux gagnés par la lutte, et de plus en plus de réponses individualisées : les familles, tout particulièrement les femmes, travaillent de plus longues heures ; les gens s'endettent de plus en plus ; les jeunes demeurent plus longtemps chez leurs parents ; la maison se transforme en actif pour supporter des emprunts ; la hausse des marchés boursiers est célébrée, car elle permet de faire croître les fonds de pension ; les réductions d'impôts apparaissent non plus comme des défaites collectives, mais comme des augmentations salariales. Ce genre de réponses individuelles sape la solidarité et affecte négativement les capacités à mener des luttes communes. Lorsque la survie individuelle semble être la seule option possible, les travailleurs et les travailleuses deviennent impliqués dans la reproduction de l'esprit compétitif et égocentrique du capitalisme.

La capacité des États à profiter de la faiblesse des syndicats pour miner la formation d'une classe consciente d'elle-même a laissé les travailleurs et les travailleuses dans le flou et désemparés. Alors que le capitalisme se présentait auparavant comme le meilleur choix, il se présente aujourd'hui comme la seule option possible.

La structure syndicale actuelle a connu des heures de gloire, mais elle n'est plus à la hauteur de la tâche. Elle apparaît, aux yeux des travailleurs et des travailleuses, comme une police d'assurance, payée par les cotisations. Sa forme d'organisation qui repose sur des regroupements locaux en fonction du lieu de travail et de la profession n'est pas de taille pour affronter le néolibéralisme. Les syndicats tendent par suite à limiter leurs luttes à la négociation de la convention collective. Il y a bien entendu des exemples plus positifs, mais ils ne sont pas

suffisamment nombreux. Il faut donc bâtir en parallèle des organisations plus profondément politiques, avec un pied à l'intérieur et un pied à l'extérieur des syndicats.

Entretemps, la social-démocratie en est venue à supporter le capitalisme, son idéologie et ses politiques, comme seule façon de gérer une économie développée. Les partis sociaux-démocrates acceptent la logique néolibérale comme seule option. Ils sous-estiment la capacité des travailleurs et des travailleuses à développer et à réaliser une vision alternative. Plutôt que de les encourager dans cette perspective, leur action a pour effet de démoraliser, de désorienter et de désarmer les travailleurs et les travailleuses.

Reconstruire la classe

En l'absence d'un parti socialiste de masse à l'échelle canadienne, la question se pose de savoir comment défendre la classe des travailleurs et des travailleuses. Cela devra commencer par un processus de renouvellement syndical intégrant une sensibilité de classe dans les syndicats.

Classe et démocratie interne

On oublie parfois qu'un mouvement qui se bat pour la démocratie et l'égalité dans la société doit aussi fonctionner de manière démocratique et égalitaire. Si les syndicats ne sont pas démocratiques, ils perpétuent les rapports hiérarchiques qui affaiblissent les travailleurs et les travailleuses, même lorsqu'ils se battent pour la justice sociale. Par delà la question de principe, c'est aussi une question d'efficacité. Un mouvement qui est géré par en haut ne peut agir comme catalyseur de l'engagement et de la participation et sera nécessairement limité dans sa capacité à soutenir une mobilisation. Si un syndicat est incapable de surmonter les problèmes liés aux genres ou aux origines ethniques, il ne peut être ni cohérent ni crédible. La solidarité dépend d'un engagement actif pour la construction de l'égalité à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats.

Cotisations ou construire la classe?

Même si ce sont les employeurs et l'État qui empêchent la syndicalisation, peut-on dire que les syndicats ont également leur part de responsabilité? Que dire de la rivalité intersyndicale et du maraudage par exemple, opérations dans lesquelles la récolte des cotisations prime sur l'organisation de nouveaux secteurs? Une vague de syndicalisation dans les secteurs précaires est impensable si l'on ne mise pas sur l'engagement et la coopération. De même, on ne peut pas penser à la syndicalisation sans considérer l'organisation communautaire. Les syndiqué-es doivent devenir des organisateurs et des organisatrices au sein de leurs communautés, dans leurs quartiers, leurs églises, les écoles, les groupes ethniques, les clubs sportifs, etc. Dans certains cas, les structures territoriales sont probablement plus efficaces que celles basées sur les secteurs d'activité pour organiser les non-syndiqué-es, notamment les précaires.

Il est aussi étonnant que les employé-es récemment mis à pied ne reçoivent pas plus d'attention de la part des syndicats. Ils sont probablement les travailleurs précaires de demain. Leur offrir des activités pour rester en contact peut créer des occasions de mobilisation. Si on les laisse de côté, ils ne constituent pas uniquement une occasion manquée du point de vue syndical, mais on court aussi le risque qu'ils deviennent des citoyens et des citoyennes cyniques à l'endroit des syndicats.

Les syndicats du secteur public peuvent repenser leurs actions

Les syndicats du secteur public sont aujourd'hui sur la défensive. Les États érodent la sécurité d'emploi des enseignantes et des enseignants, privatisent le secteur de la santé, s'empressent de nier le droit de grève. Peut-on encore faire la grève dans le secteur public? Quels sont les secteurs les plus susceptibles de se mobiliser? Comment tisser des alliances avec le secteur privé? Il devient difficile de convaincre les gens qu'il faut bonifier les conditions de travail et les salaires dans le secteur public alors que les gouvernements les présentent comme un obstacle à la qualité des services. Il n'y a pas de solution magique, mais il faut établir un lien entre les revendications syndicales et les besoins du public. Les syndicats et les employé-es du secteur public doivent démontrer que ce sont elles et eux, et non l'État, qui défendent le droit à des services publics adéquats et de haute qualité. Les ressources dont disposent les syndicats doivent être réaffectées dans cette perspective. En somme, il faut intégrer la question du niveau et de la qualité des services au sein des négociations de conventions collectives.

Parallèlement, il faut repenser les modalités de la grève. Lors de la lutte des travailleurs municipaux à Toronto en 2009, l'accumulation des déchets dans les parcs a mobilisé l'opinion publique contre les syndicats. N'aurait-on pas pu déverser les déchets dans les stationnements du quartier financier pour faire le lien entre la haute finance et l'austérité? Aurait-il été possible de commencer la grève de manière sélective, en frappant d'abord les quartiers riches pour montrer qu'il s'agissait d'un conflit de classe? Les opérateurs de métro et d'autobus, au lieu d'arrêter le travail, ne pourraient-ils pas laisser passer les usagers et les usagères sans payer? Pourquoi ne pas mettre en place des assemblées réunissant des syndiqués avec des usagers pour défendre les services publics?

Sauver les entreprises ou avoir de bons emplois?

Une tension affecte les syndicats lorsque des entreprises menacent de fermer leurs portes. Les membres veulent conserver leur emploi, mais les syndicats s'avèrent de piètres outils pour s'acquitter de cette tâche. C'est d'autant plus débilisant que la précarité d'emploi qui s'ensuit mine la confiance nécessaire à la solidarité syndicale. Mais la réponse syndicale ne peut solutionner la question de l'emploi entreprise par entreprise.

On ne peut plus négocier sérieusement pour la sauvegarde des emplois si l'on ne remet pas en question les pratiques prédatrices des entreprises, le libre-

échange, l'imposition de la « flexibilité », les politiques fiscales, le rôle central du secteur bancaire dans l'allocation des profits et de l'épargne. Les luttes syndicales doivent mettre ces facteurs et leurs interrelations en évidence.

À l'occasion des récentes mesures de sauvetage dans le secteur de l'automobile, les syndicats ont peu évoqué les coûts sociaux et environnementaux de l'automobile, et encore moins, la nécessaire reconversion de cette industrie. Au lieu de penser à « sauver » General Motors et ses profits, il vaudrait mieux sauver les communautés et réorganiser l'immense capacité productive qu'elles représentent pour la réorienter vers des besoins sociaux. Il faut améliorer nos capacités de planification démocratique plutôt que de travailler à maintenir la compétitivité. On peut commencer en mettant en place des conseils locaux offrant du travail et de la formation pour que quiconque voulant contribuer à sa communauté puisse le faire. Les conseils identifieraient les besoins, iraient chercher l'expertise technique pour entreprendre la reconversion des entreprises obsolètes et répondraient aux besoins de leurs communautés. Ils donneraient des outils aux gens pour comprendre les dessous de l'économie et prendre réellement part aux décisions.

Comment les syndicats peuvent-ils travailler avec les mouvements ?

Depuis quelques années, la contestation sociale provient surtout des mouvements comme *Occupy*, *Idle no More* et des organisations environnementales. Ces mouvements ont demandé et parfois obtenu l'appui des syndicats. C'est un développement positif et qui devrait être approfondi et encouragé. Mais est-ce assez ? Même si les syndicats et les mouvements ont des intérêts en commun dans leurs luttes contre le néolibéralisme, les convergences restent fragiles. Il arrive que des militants et des militantes des mouvements refusent de considérer la nécessité de développer une perspective plus ample et davantage politique. Ainsi des mouvements naissent puis disparaissent au gré des besoins et des conjonctures. Il arrive également que les mouvements sociaux ne soient pas des mouvements de masse, ne disposant que d'une base militante restreinte. *Occupy*, par exemple, a saisi l'opinion avec la fameuse formule du 1 %. C'était un langage de classe peut-être un peu simplifié, mais efficace. Toutefois *Occupy* n'est pas allé plus loin. Or, bien que les syndicats aient offert un support logistique au mouvement, il aurait fallu qu'ils mobilisent en plus leurs bases pour que l'action syndicale renforce l'action symbolique. N'aurait-il pas fallu penser l'occupation de sites ayant une signification plus large, tels les édifices gouvernementaux, les écoles ou certaines usines ?

Le syndicalisme de « mouvement social » : au-delà des déclarations

On parle souvent du syndicalisme de mouvement social⁴ comme une possible alternative au syndicalisme d'affaires. Le terme est cependant un peu vague, à tel point que presque tous les syndicats s'en réclament aujourd'hui. Le syndicalisme de mouvement social insiste sur l'idée qu'il faut ajouter de nouvelles pratiques à ce que les syndicats font déjà. C'est bien, mais il faut pousser la réflexion plus loin.

Les syndicats doivent être repensés comme des forces d'appui à la classe dans son ensemble au lieu d'être considérés comme des instruments de défense des travailleurs de secteurs particuliers. Au-delà de la défense de ces groupes, l'action syndicale doit déboucher sur une « sensibilité » de classe qui considère les travailleurs et les travailleuses comme des agents de transformation. Une analyse de classe est indispensable pour que les travailleurs puissent renforcer leurs luttes et imaginer une société différente de celle qui existe maintenant. Les syndicats, en travaillant avec d'autres forces sociales, peuvent devenir, jusqu'à un certain point, des « écoles du socialisme » où les travailleurs peuvent apprendre à changer le monde. Pour en arriver là, il faut cependant transformer les rapports avec les membres, repenser les priorités en recherche et en formation, revoir le rôle des employé-es et des conseillères et des conseillers syndicaux, réexaminer les rapports avec les communautés de même que la nature et la place de la négociation collective, la gestion des griefs, les relations avec les partis politiques, et bien d'autres choses encore !

Le défi environnemental

Face aux défis des enjeux environnementaux, des syndicats ont adopté des positions progressistes. Mais sans prendre suffisamment en compte des questions importantes qui restent dans l'ombre : la nécessaire reconversion de l'industrie et donc des emplois, les changements dans notre mode de consommation, l'organisation des villes, etc. Il est important de situer ces enjeux dans le cadre d'une lutte globale contre le néolibéralisme, car il faut inscrire la répartition des coûts de la crise environnementale dans la lutte pour une redistribution radicale des richesses. Par exemple, il faut rappeler l'urgence de transformer les infrastructures (notamment le transport public). Il faut imposer la conversion des capacités productives abandonnées par le marché vers la production de produits et services socialement nécessaires et respectueux de l'environnement. Cela peut s'inscrire dans une planification démocratique qui inclurait la transformation des banques privées en services publics et permettrait le contrôle démocratique des ressources financières. En fin de compte, n'est-ce pas le capitalisme basé sur la compétition, les profits et la croissance sans limites, qui est l'obstacle principal à un environnement sain ?

4 NdT : Voir en français : David Camfield, *La crise du syndicalisme au Canada et au Québec*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2014.

L'internationalisme commence ici

La responsabilité des mouvements progressistes est de s'opposer à toutes les formes d'oppression, qu'elles soient basées sur la classe ou non, partout dans le monde. Il faut de plus être conscient qu'en acceptant que les sociétés du Sud rattrapent celles du Nord, nous devrons activement ralentir notre croissance pour protéger l'environnement.

De manière générale, il ne faut pas hésiter à appuyer les luttes et les résistances d'ailleurs. Mais cet objectif ne peut se matérialiser si l'on ne parvient pas à développer la solidarité entre les travailleurs et les travailleuses du secteur public et ceux du secteur privé, entre les travailleurs de différentes industries, entre les travailleurs de l'Alberta et de l'Ontario. Autrement dit, on n'y parviendra pas sans développer notre pouvoir de classe sur le terrain local, car on ne peut être réellement actif que de cette manière dans le soutien aux luttes à l'étranger. Notre contribution à l'internationalisme devient alors notre capacité à construire un pouvoir de classe ici. La lutte contre les concessions salariales ici va aider les luttes aux États-Unis et au Mexique. La lutte contre le pouvoir abusif des banques va aider les Grecs et les Espagnols à faire face aux États mondialisés. Et ainsi de suite.

L'identité de classe

Le moment actuel comporte des aspects ironiques. Alors que les inégalités de classes sont de plus en plus saillantes, les travailleurs et les travailleuses paraissent délaisser l'idée qu'il y a une classe des travailleurs pour mieux s'identifier à la nouvelle « classe moyenne ». Cette conception implique d'emblée l'effacement d'une partie importante de la classe ouvrière, pauvre, sans emploi, précaire, payée au salaire minimum, qui n'appartient pas à la « classe moyenne ». En réalité, la notion de « classe moyenne » divise les travailleurs. Elle isole les syndiqués relativement mieux payés que les autres et les conduit à penser que leurs intérêts les associent aux professionnels, entrepreneurs et gestionnaires. On perd alors de vue la réalité sociale que les travailleurs et les travailleuses partagent, celle d'avoir à défendre leur dignité au travail contre la restructuration économique qui menace l'avenir de nos enfants et contre les menaces qui planent sur les services publics et les pensions, etc. Voilà pourquoi les capitalistes cherchent à supprimer le concept de « classe », et encore plus celui de « lutte de classes ».

Revenir à l'essentiel

Le syndicalisme a connu des avancées lorsque les travailleurs et les travailleuses ont pris conscience du fait qu'ils devaient construire leurs propres institutions, indépendantes des employeurs et de l'État. Aujourd'hui, un nouvel effort est requis pour remettre de l'avant l'idée que nous constituons un collectif, une classe. Pour cela, nous avons besoin de plusieurs organisations, y compris (mais pas seulement) des syndicats. Nous avons aussi besoin d'une organisation qui a un projet plus vaste, un mouvement ou un parti socialiste, pour faire converger

nos luttes. Une telle force ne peut être simplement décrétée : il faut explorer toutes sortes d'initiatives, de nouvelles structures organisationnelles, des réseaux militants agissant sur les lieux de travail et dans les communautés, si l'on veut s'engager avec succès dans la destruction du capitalisme .



GRAFFITI CAPITALISM-IS-CRISIS © 2009 STEFFI REICHERT | FLICKR